



Brexit = Helvexit ?

Rarement un référendum aura tenu le monde en haleine aussi longtemps. Trois mois après la décision inattendue du peuple britannique de quitter l'UE, bon nombre de politiciens et de fonctionnaires haut placés à Bruxelles n'en croient toujours pas leurs yeux.

En Suisse, cet épisode nous rappelle l'été 2014 : la base conceptuelle alors présentée par le Conseil fédéral pour la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse confirmait que l'application de l'article constitutionnel 121a n'aurait rien d'une promenade de santé. Le mandat constitutionnel de gérer l'immigration de manière autonome et le besoin économique de maintenir les accords bilatéraux avec l'UE débouchent sur un grave conflit d'objectifs. Les représentants de l'UE ont en effet signalé que l'introduction de contingents demandée par l'initiative n'était pas compatible avec la libre circulation des personnes. Depuis, une épée de Damoclès plane au-dessus de la Suisse : la sortie du marché intérieur de l'UE ou « Helvexit ».

Les parallèles entre le Royaume-Uni et la Suisse sont frappants : tous deux sont fondamentalement sceptiques à l'égard des exigences d'intégration politique émanant de l'UE. Dans les deux pays, la campagne précédant le vote a été marquée par un fort engagement des citoyens et des médias. La bataille entre partisans et opposants a été féroce. Des arguments populistes ont été martelés durant des mois par le camp du « leave » et celui contre « l'immigration de masse ». Le retour du contrôle autonome de l'immigration, demandé par les défenseurs de l'initiative contre l'immigration de masse, a trouvé un écho dans le « Take back control ! » scandé par les « Brexiters ».

La volonté de s'affranchir de l'UE et de pouvoir décider seuls en matière d'immigration a été au cœur de l'argumentation dans les deux pays. Enfin, en amont du vote, les eurosceptiques suisses et britanniques clamaient leur conviction qu'il serait facile de trouver une solution avec l'UE et que les conséquences sur l'économie resteraient limitées.

Échec des arguments économiques

La situation au lendemain du vote était également très similaire au Royaume-Uni et en Suisse. Les opposants au Brexit et à l'initiative contre l'immigration de masse ont dû constater avec effroi que les arguments économiques pour le maintien d'une coopération étroite avec l'UE n'avaient pas su convaincre. L'analyse des résultats du vote britannique avait un air de déjà-vu pour nous autres Suisses. L'opposition à toute forme d'immigration a été la plus forte dans les régions rurales ainsi que chez les électeurs âgés ou peu qualifiés.

Des analyses indiquent en outre que de nombreux partisans du Brexit étaient pleinement conscients qu'une sortie de l'UE s'accompagnerait d'une dégradation de l'environnement économique. En Suisse, l'analyse VOX réalisée après le vote a montré que les défenseurs de l'initiative étaient également au clair avec les conséquences de leur choix. Cela pourrait expliquer pourquoi les arguments économiques ont eu moins de poids qu'escompté.

Un réveil douloureux pour les Britanniques ?

Toutefois, les parallèles entre les deux pays s'arrêtent lorsque l'on se tourne vers l'avenir. Alors que les Britanniques se sont prononcés en faveur d'une sortie de l'UE, les Suisses tentent d'éviter la disparition des accords de libre-échange. Contrairement au Royaume-Uni, la Confédération doit, conformément à sa Constitution, mettre en œuvre l'initiative contre l'immigration de masse le 17 février 2017 au plus tard. Les Britanniques ont (pour l'heure) décidé de ne pas se mettre une telle pression, ce qui compliquerait les négociations.

D'autres différences pourraient encore apparaître en ce qui concerne la nouvelle direction à donner à la politique économique. Les pro-Brexit appelaient de leurs vœux une politique économique et une réglementation plus libérales, car plus indépendantes de l'UE. Ils risquent fort d'être déçus. En effet, bon nombre de partisans populistes du Brexit rêvent d'une solution nationaliste et isolationniste qui protégerait le pays de la mondialisation tant honnie et mettrait un terme au statu quo britannique.

Heureusement, la Suisse ne se trouve pas dans la même situation. Pour notre petite économie ouverte sur le monde, faire cavalier seul en Europe n'est tout simplement pas possible et personne n'envisage sérieusement un tel scénario. Par ailleurs, le maintien du libéralisme économique fait l'objet d'un consensus tacite. L'équation « Brexit = Helvexit » n'est finalement pas tenable. Il n'empêche que nous avons là une occasion à saisir. En effet, la mise en œuvre du Brexit pourrait nous montrer les erreurs économiques à ne pas commettre lorsque l'on souhaite prendre ses distances avec l'UE.

Eric Scheidegger

Chef de la Direction de la politique économique,
Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne
eric.scheidegger@seco.admin.ch